

QUELQUES QUESTIONS SUR LE PHÉNOMÈNE SYNDICAL ET LES POSSIBILITÉS D'UNE HISTOIRE COMPARATIVE DU SYNDICALISME

Claudio Batalha

(Université de Campinas – UNICAMP, Brésil)

L'ensemble des interventions auxquelles nous avons assisté pendant cette journée d'études sur la construction de l'objet syndical nous amène à nous poser certaines questions et je me permettrai d'en souligner quelques-unes.

Il me semble, tout d'abord, qu'une journée comme celle-ci avec la participation de spécialistes de plusieurs disciplines nous conduit à chercher un terrain d'entente. Ce terrain d'entente pourrait être l'esquisse d'une théorie et d'une méthode pour l'étude du phénomène syndical dans laquelle la collaboration apportée par les différents domaines scientifiques serait alors présente. Une des conséquences logiques d'une méthode pour l'étude du syndicalisme serait de l'appliquer à divers contextes nationaux d'une même période historique, ouvrant ainsi la possibilité d'approches comparatives.

C'est précisément sur ces deux questions que je voudrais revenir : la possibilité d'une théorie et d'une méthode générale, et les défis de l'analyse comparative. Serait-il possible de développer une théorie et une méthode capable de répondre aux questions posées par le phénomène syndical aussi bien en Europe, qu'en Afrique, ou encore même en Amérique du Nord ou du Sud ?

Il est certain que le phénomène syndical, en ce qui concerne les formes adoptées pour ses organisations et ses méthodes d'action, se trouve parmi les phénomènes démontrant une très grande similarité d'un pays à l'autre. Alors, si l'on ne peut pas à proprement parler d'une méthode unique, il y a quand même un certain nombre de questions communes pour l'étude des syndicats – concernant leur clientèle, leurs formes d'action, leurs objectifs, leur représentativité, etc. – qui doivent être posées dans n'importe quel contexte national. De surcroît, la dimension internationale du phénomène syndical le rend particulièrement propice à l'analyse comparative. Très souvent, toutefois, les analyses comparatives sont limitées à des cas considérés très proches les uns des autres, ou du moins situés dans un plan passible de comparaison, comme par exemple, entre l'Angleterre, la France et l'Allemagne, entre ces pays européens et les États-Unis, et entre des pays latino-américains... Il est bien difficile de

trouver des comparaisons entre des expériences qui, à première vue, semblent très diverses. Ainsi, les efforts pour comparer le phénomène syndical dans des pays aux expériences industrielles très différenciées restent limités. Dans une certaine période de l'histoire, néanmoins, les formes adoptées par l'organisation syndicale, ses méthodes d'action et, parfois même, ses idéologies furent semblables. La présence du syndicalisme révolutionnaire dans de nombreux pays européens, mais également dans des pays d'Amérique du Sud et du Nord en est un exemple.

C'est pour développer ces questions sur les possibilités et les difficultés de l'analyse comparative et les problèmes de recours à des paradigmes universels que je propose de passer par trois débats théoriques différents concernant ce thème : le premier se référant à l'usage des modèles européens pour l'analyse de l'Amérique Latine ; le second, au caractère exceptionnel du cas américain ; et, le dernier, à l'articulation des particularités locales face à des catégories plus générales.

Il me semble que ces trois débats peuvent aider, non seulement à proposer des analyses comparatives plus efficaces, mais aussi à avoir une compréhension plus aiguë des réalités spécifiques.

La Provocation de Charles Bergquist

En 1990, Charles Bergquist, un latino-américaniste qui travaillait sur l'histoire du mouvement ouvrier et auteur d'un essai d'histoire comparative dans ce domaine ¹, publiait un article dans la revue canadienne *Labour/Le Travail*, sous un titre anodin en soi, mais accompagné d'un sous-titre provocateur – “Latin American Labour History in Comparative Perspective : Notes on the Insidiousness of Cultural Imperialism ²” – et adressé à ses collègues aux États-Unis et en Amérique Latine. Dans cet article, Bergquist investit contre les paradigmes libéraux et marxistes et attaque, du même coup, l'usage de la *new labour history* anglo-américaine, en particulier les écrits d'Edward Thompson, sur l'étude de l'Amérique Latine. Selon lui, face à l'absence d'une tradition consolidée d'études d'histoire, d'institutions universitaires, d'archives et de surcroît d'une classe ouvrière semblable à celle des pays industrialisés, l'usage d'approches conçues pour la réalité de pays de l'Atlantique Nord ne pouvait constituer qu'une forme d'impérialisme culturel. De son point de vue, il ne peut y avoir une histoire comparative

¹ Cf. C. BERGQUIST, *Labor in Latin America. Comparative essays on Chile, Argentina, Venezuela, and Colombia*, Stanford: Stanford University Press, 1986.

qu'entre les pays latino-américains. Il propose la réhabilitation de la théorie de la dépendance³, qui a su, encore d'après lui, relever le défi posé par la pensée fondée sur l' "eurocentrisme". Cependant, Bergquist n'éclaircit pas quels sont ses choix entre les différents auteurs ayant proposé la théorie de la dépendance et possédant des conceptions assez diverses de celle-ci⁴. L'un deux, Fernando Henrique Cardoso, qui théorisait à ses heures sur cette même dépendance, il faut bien le rappeler, étant aujourd'hui président de la République, l'a renforcée par l'adoption de recettes néo-libérales⁵.

Il est évident que la conception soutenue par Bergquist est fondée – comme ses critiques l'ont par ailleurs souligné – sur une dichotomie qui conserve une opposition entre les modèles classiques de développement et leurs déviations, ce qui ne manque pas d'être une vision provenant de l'eurocentrisme. De plus les arguments qu'il emploie pour soutenir son point de vue, frôlent parfois soit l'ignorance quand il parle de l'absence d'archives, soit la mauvaise foi quand il nie l'existence d'une production historiographique. Néanmoins, Bergquist est un bon exemple d'une défense farouche, même si elle est maladroite, d'une théorie propre aux études latino-américaines, et du fait d'admettre la comparaison uniquement entre sociétés qui vivent leur dépendance de la même manière.

L'exception est-elle exceptionnelle ?

Pour aller plus loin dans cette discussion considérons, maintenant, la comparaison entre des sociétés industrielles, qui, dans leurs visions dichotomiques, seraient très semblables et feraient partie d'un même modèle de développement. Comment une société fortement industrialisée, avec une nombreuse classe ouvrière et un taux de syndicalisation, à la veille de la guerre de 1914 plus élevé que celui de la

² C. BERGQUIST, "Latin American Labour History in Comparative Perspective: Notes on the Insidiousness of Cultural Imperialism", *Labour/Le Travail*, (25), Printemps 1990, p. 189-198.

³ La théorie de la dépendance fut soutenue par plusieurs auteurs de différentes conceptions, parmi lesquels Paul Baran, André Gunder Frank, Rui Mauro Marini, Arghiri Emmanuel, Samir Amin, et Fernando Henrique Cardoso. Le point commun entre ces auteurs est leur vision d'un monde divisé entre pays riches (capitalisme avancé) et pays pauvres (sous-développés), où les premiers arrachent depuis la période coloniale leurs excédents à ces derniers. Ces rapports de dépendance sont perçus uniquement dans le domaine de la circulation, c'est-à-dire, à travers les échanges.

⁴ Cf. Jeremy ADELMAN, "Against Essentialism: Latin American Labour History in Comparative Perspective. A Critique of Bergquist", *Labour/Le Travail*, (27), Printemps 1991, pp. 180-181.

⁵ Voir en particulier Fernando Henrique CARDOSO et Enzo FALETTO, *Dependencia e desenvolvimento na América Latina: ensaio de interpretação sociológica*, Rio de Janeiro : Zahar, 1970. En français voir F. H. CARDOSO, *Sociologie du développement en Amérique Latine*, Paris : Anthropos, 1969.

France (autour de 20% pour la première et 15% pour la dernière) ⁶, n'a-t-elle pas pu compter sur un parti de classe et des programmes politiques anti-capitalistes ? Il est évident que c'est des États Unis dont nous parlons.

Ce genre de question n'a pas cessé d'être posé durant les nombreux débats sur le caractère exceptionnel du cas des États-Unis depuis la publication du livre de Werner Sombart, *Warum gibt es in den Vereinigten Staaten keinen Sozialismus ?* [Pourquoi n'y a-t-il pas de socialisme aux États-Unis ?] (1906). Un grand colloque autour de ce livre a été organisé par le Centre d'Etudes nord-américaines de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales en 1983 ; les actes ont été publiés quelques années plus tard ⁷. Lors de ce colloque les positions favorables et critiques à l'idée de la singularité du cas américain se sont confrontées, toutefois à la fin ce sont ces dernières, proposant l'abandon définitif de la théorie de l'exceptionnalité, qui semblent avoir prévalu⁸.

Les échos de ce colloque se sont fait sentir dans un dossier, publié dans le numéro de l'automne 1984, de l'*International Labor and Working Class History*, dans lequel cette discussion continuait, mais avec d'autres intervenants. Cette reprise de la discussion avait comme point de départ l'article de Sean Wilentz "Against exceptionalism", dont l'argument clé était l'existence d'une conscience de classe dans la classe ouvrière américaine, même si celle-ci n'avait pas mené à la création d'un parti ouvrier de poids. Il proposait, en même temps, le rejet de toute théorie sur l'exception américaine et sur la pertinence de la question posée par Sombart ⁹. Cependant, l'article de Wilentz n'arriva pas à convaincre, entièrement, ses commentateurs, Nick Salvatore et Michael Hanagan. D'après Salvatore le poids des mouvements et des organisations cités par Wilentz pour parler d'une conscience de classe n'a été que très limité dans l'ensemble de la classe ouvrière ¹⁰. Quant à Hanagan, s'il était d'accord avec Wilentz sur l'idée que la conscience de classe et le mouvement socialiste n'étaient pas une seule

⁶ Cf. Aristide ZOLBERG, "How Many Exceptionalisms?" in: I. KATZNELSON et A. R. ZOLBERG (éds.), *Working-Class Formation. Nineteenth-Century Patterns in Western Europe and the United States*, Princeton, Princeton University Press, 1986, p. 398.

⁷ Jean HEFFER et Jeanine ROVET (éds.), *Why is there no socialism in the United States ?/Pourquoi n'y a-t-il pas de socialisme aux États-Unis ?*, Paris, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1988.

⁸ Cf. Alan DAWLEY, "Farewell to 'Ameirican Exceptionalism'. A comment", in: HEFFER et ROVET, *Op. cit.*, pp. 311-315.

⁹ Cf. Sean WILENTZ, "Against Exceptionalism: Class Consciousness and the American Labor Movement, 1790-1920", *International Labor and Working Class History*, (26), Automne 1984, pp. 1-24.

¹⁰ Cf. Nick SALVATORE, "Response to Sean Wilentz, 'Against Exceptionalism: Class Consciousness and the American Labor Movement, 1790-1920' ", *International Labor ... op. cit.*, pp. 25-30.

et même chose, par contre la question posée par Sombart demeurerait valable pour lui ¹¹. Néanmoins, aussi bien Salvatore que Hanagan, tout comme Wilentz, rejetaient la théorie de l'exception américaine.

En 1986, un gros volume (résultat d'un projet débuté en 1978), publié sous la direction d'Ira Katznelson et Aristide Zolberg, *Working-Class Formation. Nineteenth-Century Patterns in Western Europe and the United States* ¹² essaye de faire le point sur les modèles de la formation de classe en France, en Allemagne et aux États-Unis. Le cas anglais, malgré le fait de ne mériter aucune analyse spécifique dans cet ouvrage, car il est de loin le plus étudié et le plus connu des processus de formation de la classe ouvrière ¹³, reste quand même une présence obligatoire dans tous les chapitres. Ce livre continue en quelque sorte la discussion sur les paradigmes européens et l'exception américaine, avec une différence : le paradigme principal devient le cas anglais par rapport auquel tous les autres sont des exceptions, et de ce fait la différence en relation au paradigme anglais cessait d'être perçue comme un problème. Cependant, cette fois-ci la discussion allait bien au-delà de la problématique proposée par Sombart, pour plonger à fond dans l'histoire comparative – proposition déjà signalée par ailleurs dans les discussions précédentes – autour de deux moments spécifiques de l'histoire de la classe ouvrière de ces trois nations analysées : le moment de leur formation et, plus tard, celui où la classe déjà constituée comptait sur un certain nombre d'institutions, affichant alors une culture différenciée.

La conclusion à tirer de tout ce débat est celle de l'impossibilité d'élire un paradigme fondé sur un seul ou sur un petit nombre de cas nationaux, à partir duquel ou desquels les autres devraient être confrontés. Le cas des États-Unis a, sans aucun doute, ses particularités, mais quel est celui qui n'en a pas ?

Ce débat a servi également pour rediscuter certains mythes sur la composition plus homogène de la classe ouvrière européenne et sur le caractère toujours combatif de ses choix idéologiques ; en d'autres mots, des questions qui n'auraient pas été posées auparavant, ont commencé à être formulées pour les cas européens. Les aspects

¹¹ Cf. Michael HANAGAN, "Response to Sean Wilentz, 'Against Exceptionalism: Class Consciousness and the American Labor Movement, 1790-1920' ", *International Labor ... op. cit.*, pp. 31-36.

¹² *Op. cit.*

¹³ Cf. I. KATZNELSON, "Working-class formation: constructing cases and comparisons", in: KATZNELSON et ZOLBERG (éds.), *op. cit.*, p. 10. Pour un exemple d'histoire comparative entre le cas anglais et le cas américain voir Jeffrey HAYDU, *Between Craft and Class. Skilled workers and factory politics in the United States and Britain, 1890-1922*, Berkeley/Los Angeles/Oxford : University of California Press, 1988.

exceptionnels du cas des États-Unis ont malgré tout servi à attirer l'attention sur l'exceptionnel dans les cas européens.

Visions du Sud : les nouvelles questions soulevées par l'historiographie indienne

Depuis les années 1980, une importante contribution à la discussion sur l'utilisation de théories et de concepts européens dans les pays de la périphérie du capitalisme est celle apportée par l'historiographie indienne, encore assez peu connue en dehors du monde anglophone, et en particulier celle apportée par la publication *Subaltern Studies : Writings on South Asian History and Society*. Le premier volume de cette collection, édité par Ranajit Guha, a paru en 1982 et se trouvait en 1999 à son dixième volume. Le titre de la collection montre l'inspiration à l'origine gramscienne du groupe réuni autour de l'éditeur, qui cherchait à imprimer dans ses analyses, en partant de la division géo-politique du monde sur l'axe Nord-Sud, une vision clairement du sud, c'est-à-dire, non eurocentriste.

Guha, qui fut l'un des principaux inspirateurs du groupe, a publié dans le premier volume des *Subaltern Studies* un article révisionniste sur les différents types de production écrite à propos des soulèvements et des jacqueries paysannes aux Indes, où il met en cause le caractère – consacré dans les sources primaires et secondaires – de spontanéité, de manque d'organisation et de conscience de ces rebellions. L'auteur reproche même, à une partie de l'historiographie d'inspiration marxiste, son aveuglement dans sa recherche d'une conscience idéale et son incapacité à comprendre la spécificité de la conscience paysanne¹⁴. L'article de Guha allait inspirer beaucoup de collaborateurs des *Subaltern Studies* et allait acquérir pratiquement un caractère de programme du groupe engagé dans la réécriture de l'histoire des Indes.

Dans un premier moment, le groupe de chercheurs de différentes affiliations disciplinaires, réuni autour des *Subaltern Studies*, s'était engagé à récupérer l'autonomie des subalternes du contrôle des élites locales et des autorités coloniales et, dans ce sens, gardait une forte ressemblance avec le projet d'*history from below* anglo-américain. Cependant, au long des années 1990, l'intérêt des auteurs qui composaient ce groupe s'est tourné surtout vers les formes du discours et du langage de ces subalternes, subissant une influence croissante des travaux du structuralisme et du post-

¹⁴ Cf. Ranajit GUHA, "The Prose of Counter-Insurgency", in: R. GUHA et Gayatri Chakravorty SPIVAK (éds.), *Selected Subaltern*, New York/Oxford : Oxford University Press, 1994, pp. 45-86 (publié originalement dans *Subaltern Studies*, Delhi: Oxford University Press, vol. 1, 1982).

structuralisme. Ainsi, la condition des subalternes devenait de plus en plus un produit du discours et de moins en moins un produit des actions des sujets autonomes ¹⁵.

Pour notre discussion, en particulier, le principal mérite du groupe des *Subaltern Studies* a été d'attirer l'attention sur la cohabitation assez complexe, dans certaines sociétés comme celle de l'Inde, de traditions et de croyances mythiques, sans parler d'une autre conception du temps, à l'intérieur même des relations de travail et des formes de production capitalistes ¹⁶. En ce sens, où la notion de travail n'est plus séparée de l'influence des dieux ou des esprits. Ainsi, le fait que la forme adoptée pour le travail sous le capitalisme soit similaire partout dans le monde, ne signifie pas qu'elle soit vécue de la même façon; et ceci vaut aussi bien pour le travail que pour le syndicalisme. Ce genre de questions est peut-être évident pour des ethnologues, mais n'est souvent pas pris en compte par les historiens.

La contribution de l'historiographie indienne pour l'étude du syndicalisme et de la perspective comparatiste ne reste pas limitée aux *Subaltern Studies*, mais comprend aussi celle de quelques-uns de ses critiques. Rajnarayan Chandavarkar, pour ne citer qu'un exemple, a écrit un article sur les usages d'E. P. Thompson dans l'historiographie indienne ¹⁷, article qui constitue une contribution beaucoup plus importante pour la discussion sur l'emploi des modèles européens dans les pays périphériques que les simplifications grossières de Berquist. De plus, Chandavarkar dans sa critique de la production des *Subaltern Studies* a souligné qu'elle tendait à attribuer un caractère fixe aux identités multiples et changeantes de la classe ouvrière indienne. Selon lui, dans l'effort pour échapper aux catégories constituées par l'eurocentrisme, les *Subaltern Studies* ont fini par soutenir une singularité indienne rappelant celle du discours colonialiste; incapables de s'apercevoir, par exemple, de l'idée qu'au lieu d'une cohabitation entre deux phénomènes aussi différents que tradition et travail capitaliste, il se produisait souvent de nouveaux phénomènes comme celui d'un syndicalisme fondé plutôt sur la base de la communauté et des solidarités de quartier que sur l'usine.

¹⁵ Pour une histoire résumée des *Subaltern Studies* et des changements subis par ce groupe, voir Gyan PRAKASH, "Subaltern Studies as Postcolonial Criticism", *The American Historical Review*, 90 (5), Décembre 1994, pp. 1475-1490.

¹⁶ Sur cette question voir Dipesh CHAKRABARTY, "The Time of History and the Times of Gods", in: Lisa LOWE et David LLOYD (éds.), *The Politics of Culture in the Shadow of Capital*, Durham/Londres, Duke University Press, 1997, pp. 35-60.

¹⁷ Rajnarayan CHANDAVARKAR, " 'The Making of the Working Class': E. P. Thompson and Indian History", *History Workshop Journal*, (43), Printemps 1997, p. 177-196.

Les trois débats que nous venons de présenter montrent à la fois les difficultés, mais aussi la nécessité de l'analyse comparative pour l'histoire en général, mais encore plus pour l'étude du mouvement ouvrier et du syndicalisme. Ceci dit, il est clair toutefois qu'il s'agit de quelque chose beaucoup plus facile à dire qu'à faire. Car il faut bien reconnaître que la plupart des efforts dans ce sens n'ont connu qu'un succès limité. Il arrive souvent, par exemple, que les publications collectives dédiées à l'histoire comparative, réunissant des articles de plusieurs collaborateurs, soient une réunion d'analyses de cas spécifiques où le seul effort de comparaison est celui des organisateurs (éditeurs) dans l'introduction ou la post-face du livre.

C'est ainsi que nous pouvons dire que l'histoire comparative, proposée dès 1928 par Marc Bloch¹⁸, demeure encore plutôt un programme qu'une réalité pratique. Les intentions dans ce sens ont pourtant toujours été nombreuses. Au début des années 1980, Pierre Vilar proposait aux étudiants de son séminaire à l'EHESS – parmi lesquels plusieurs latino-américains – de faire des efforts pour entreprendre une histoire comparée, en cherchant des aspects généraux dans leur cas particulier d'analyse, sans obtenir beaucoup de succès.

Les questions soulevées ici ne visent pas une critique particulière à l'un ou à l'autre essai de mettre en pratique l'histoire comparative, mais plutôt de présenter quelques-unes des difficultés que nous (en particulier, les équipes de l'Université de Bourgogne et de l'Université de Campinas engagées dans un projet commun comparatif) avons à affronter. Peut-être que le premier pas vers une histoire comparative doit être modeste pour qu'il puisse réussir. Au lieu d'entreprendre des histoires parallèles pour pouvoir les comparer, il suffirait peut-être de commencer par introduire certaines comparaisons sur des questions spécifiques relativement à d'autres expériences. Cela pourrait être une manière de nous montrer que l'expérience d'autres réalités nationales peut nous servir à mieux comprendre la nôtre.

¹⁸ Cf. Heinz-Gerhard HAUPT, "La lente émergence d'une histoire comparée", in: Jean BOUTIER et Dominique JULIA (éds.), *Passés recomposés. Champs et chantiers de l'histoire*, Paris, Autrement (série "Mutations", n° 150/151), 1995, p. 196. Voir aussi M. BLOCH, "Pour une histoire comparée des sociétés européennes", in: *Histoire et Historiens*, Textes réunis par Étienne Bloch, Paris : Armand Colin, 1995, p. 94-123.